

Question kurde : fermer les partis, trouver une solution ?

lundi 19 novembre 2007, par [Haluk Sahin](#), [Marillac](#)

Je ne sais pas s'il est encore nécessaire que je revienne sur le fait que l'ouverture d'une instruction en vue de la fermeture du DTP (Parti pour une Société Démocratique, kurde, NdT) est autant une chose à laquelle on s'attendait qu'une chose qui nous pousse au pessimisme ?

Voilà bien une chose que nous avons vécue auparavant à de multiples reprises. Un évènement qui, quoi qu'il en soit, nous fait virer au rouge...

Parfois vous savez, l'être humain aime nourrir l'espoir de développements inattendus survenant en lieu et place de ce que tout le monde attend et de ce que l'avenir promet sans défaut... Pour que s'ensuivre la fatale déception...

Mais dans cette déception qui nous occupe, on ne peut pas dire que le DTP n'a pas tenu le rôle principal. Depuis qu'il est entré à l'Assemblée le 22 juillet dernier, il s'y est dirigé quasi-directement.

Il s'est radicalisé au fil des semaines. Le dernier changement de direction à sa tête ne procédait d'ailleurs pas d'une autre tendance.

Et c'est sur ce point que se lève un doute. Si le lancement de ce processus de fermeture du DTP était une volonté des radicaux de ce parti comme de l'organisation qui se tient juste derrière, à savoir le PKK, le timing de ce procès n'est-il pas très « pertinent » ? Ce procès ne va-t-il pas justement priver la Turquie d'un instrument qui aurait pu lui permettre de commencer à résoudre ce problème kurde ?

Je m'explique.

Dans le cadre d'une solution d'envergure, il est complètement nécessaire à la Turquie de priver les radicaux de cet argument selon lequel « ils ont pris le maquis pour n'avoir pas pu faire de politique ». Privés de cet argument, il ne restera pas grand-chose dans la musette de ceux qui depuis l'extérieur tentent de coincer la Turquie sur ce dossier.

Un plan pour une solution ?

Dans ses récentes interventions, le chef du gouvernement turc Erdogan ne l'a pas peu rappelé.

Dans ce plan qu'il a dans la tête concernant cette idée d'une solution générale, on comprend qu'il s'agit là d'un atout qu'il veut conserver dans sa manche. De la façon suivante :

Les députés du DTP resteront à l'Assemblée ; on travaillera à l'élaboration d'une formule d'amnistie pour tous ceux qui sont encore dans les montagnes ; on s'appliquera à réduire au maximum le champ de manœuvres du PKK en faisant pression à la fois sur les leaders kurdes d'Irak par le biais des États-Unis ; l'entente sur ce sujet avec les voisins syriens et iraniens sera maintenue et renforcée ; les pays européens s'efforceront de renforcer leurs procédures de contrôle des réseaux de financement du PKK ; on affaiblira l'organisation...

Et lors des élections locales dans le Sud-Est, peu à peu le DTP se marginalisera.

Dans le même temps, c'est un plan qui nécessite de jouer simultanément sur de nombreux paramètres. Le genre de plans qu'affectionne particulièrement l'ingénierie américaine...

Il faut ajouter ceci : il n'est pas d'autre plan pour l'instant. Il en est seulement pour proposer de jouer sur moins de boutons, voire sur un ou deux.

Or, il est aujourd'hui avéré que ne jouer que sur un bouton à la fois ne contribue pas à la formulation d'une solution. Et sans solution à ce problème, il est encore plus évident que la Turquie ne sortira pas de

l'ornière.

Sources

Source : Radikal, le 17/11/2007